

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 25 OCTOBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Elle ne peut penser mieux...
- 2) Il ne le pratique pas
- 3) Valls fait un gros flop
- 4) L'anticapitaliste...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Marion Maréchal-Le Pen dénonce une "préférence étrangère"



LA-TOUR-D'AIGUES, Vaucluse (Reuters) - Marion Maréchal-Le Pen a qualifié dimanche de "préférence étrangère" le plan gouvernemental qui prévoit de répartir sur l'ensemble du territoire français les occupants de la "jungle" de Calais, dont le démantèlement doit commencer lundi.

La députée Front national du Vaucluse a participé à un rassemblement à La Tour-d'Aigues qui a réuni plus d'une centaine de militants de la formation d'extrême droite venus s'opposer à l'arrivée prochaine de migrants dans la commune voisine de Grambois.

"Il s'agit d'une véritable préférence étrangère et indécente vis-à-vis des 20% de Vauclusiens qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté", a-t-elle affirmé en marge de la manifestation.

Marion Maréchal-Le Pen y voit aussi une forme de mépris de la part du gouvernement et une atteinte à la souveraineté du pays.

"Une souveraineté qui disparaît sous le poids du cynisme, de l'électoratisme et de l'incompétence du Premier ministre et du président de la République", dit-elle.

Selon le Front national, une soixantaine de migrants est attendue à Grambois, sur le versant Sud du Lubéron, commune qui compte 1.200 habitants.

"Il s'agit en réalité d'une trentaine de mineurs qui doivent arriver au début du mois de novembre", a dit à Reuters le maire divers gauche de Grambois, Alain Feretti.

"On a un devoir national pour leur offrir des conditions de vie décente. Il est injuste de faire porter toute la misère du monde sur leurs épaules", a-t-il souligné.

L'élu a participé à la contre-manifestation organisée par des collectifs associatifs et des partis de gauche, qui a rassemblé près de 300 personnes venues clamer leur "solidarité avec les réfugiés".

"Notre rêve est votre pire cauchemar", pouvait-on lire sur la banderole derrière laquelle les manifestants avaient pris place, séparés des militants d'extrême droite par un important dispositif de sécurité.

"Ces associations ne représentent rien, ni personne. Leur importance dans la rue est inversement proportionnelle à ce qu'elles représentent dans les urnes", a estimé Marion Maréchal Le Pen.

"Toute la propagande autour de cette question des migrants est un incroyable mensonge car l'immense majorité d'entre eux ne vient pas de Syrie, ni d'Irak. Nous parlons de clandestins qui ont violé le droit français pour pénétrer illégalement sur le territoire en profitant du laxisme d'Etat pour rallier l'Europe", a-t-elle affirmé.

"C'est devenu une nouvelle filière d'immigration clandestine utilisée par des gens qui y voient le moyen de se maintenir en France sans en avoir le droit", a-t-elle précisé, estimant que le démantèlement du camp calaisien ne changerait rien.

(Edité par Sophie Louet)



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Caroline Fourest : "La France ne pratique pas le racisme d'Etat"



Marianne face à la laïcité, vue par David Lanaspá. (©David Lanaspá pour L'OBS.)

Dans "Génie de la laïcité", Caroline Fourest retrace l'histoire complexe de la loi de 1905, défend ses combats républicains et récuse la vision "démocrate" du sociologue Jean Baubérot. Entretien.



Marie Lemonnier

Tandis que la droite dure la convoite comme drapeau identitaire et lance la chasse au foulard – sur la plage, dans les universités, dans la rue –, la laïcité fracture la gauche, jusqu'à diviser le chef de l'Etat et le gouvernement. Dans un contexte traumatique qui voit les attentats se succéder, les appels à l'apaisement sont salutaires. En demandant une «pause législative» en matière de voile, le livre de Caroline Fourest a ce mérite-là.

« Nous vivons dans une époque suspendue entre deux attentats, où les Français de culture musulmane se sentent suspectés, où des femmes voilées se font agresser, où les fanatiques misent sur cette peur pour radicaliser. Inutile d'ajouter de la tension à la tension », écrit-elle.

Avec ses ennemis, qu'elle voit nombreux, y compris chez les gens de son propre bord, la militante est en revanche loin d'avoir scellé la trêve. Au point de dessiner, de façon assez manichéenne, un champ intellectuel divisé en deux camps: celui des «Vigilants», qu'elle appelle aussi les «Girafes», censées mieux voir de leur hauteur les dangers qui nous guettent, contre celui des islamo-gauchistes idiots utiles du fanatisme, alias les «Autruches».

Violemment pris à partie dans son ouvrage et accusé de mener le jeu d'un «renoncement en modernité», le sociologue Jean Baubérot a ainsi choisi de répondre dans nos colonnes à Caroline Fourest, à qui il reproche à son tour «d'ouvrir la voie aux extrêmes en reprenant d'une main ce qu'elle donne de l'autre ».

Tous deux défendent néanmoins l'idée qu'est venu le temps de s'entendre sur le sens de ce mot au potentiel explosif. La tenante d'une laïcité «bouclier» de la République nous explique sa vision des enjeux.

L'Obs. Nous avons assisté à la rentrée à une singulière passe d'armes entre Manuel Valls et le «New York Times» après la publication

d'une enquête dénonçant l'attitude liberticide de la France à l'égard des femmes musulmanes et l'islamophobie ambiante. De quoi cette polémique est-elle l'illustration, selon vous ?

Caroline Fourest. C'est beaucoup plus qu'une incompréhension, c'est une vraie guerre de modèles. Il existe effectivement une approche séculariste à l'américaine qui est différente de l'approche laïque à la française, elle-même très différente de l'approche identitaire chrétienne à la russe, et ces trois modèles s'entrechoquent fortement.

Le modèle républicain laïque français est en fait pris en tenaille entre deux tentations. D'un côté, il y a une pression du soft power américain pour essayer de faire croire que le modèle laïque français porte atteinte à la liberté religieuse, qu'il est fondamentalement liberticide et raciste. L'ambassade américaine approuve ou soutient une constellation de groupes qui vont de la Marche de la Dignité aux Indivisibles, qui ont pour intérêt aux yeux des Etats-Unis de critiquer la laïcité française et toute réglementation du voile.

Et, de l'autre côté, il existe une vision chrétienne de la nation très séduisante pour une partie de l'extrême droite cléricale qui est poussée en sous-main par la Russie et son rêve d'empire orthodoxe rechristianisant l'Europe. Dans ce contexte, la presse anglaise et américaine souffle sur les malentendus culturels de façon tragique. Je l'ai vécu assez douloureusement après le 7 janvier 2015, quand des médias anglo-saxons ont systématiquement essayé de faire passer «Charlie Hebdo» pour raciste, avec cette idée qu'au fond ils l'avaient bien cherché.

Mais, en travaillant sur l'histoire de la laïcité, je me suis aperçue que cette querelle remontait à bien plus loin. Dès 1905, le «New York Times» expliquait que la loi de séparation était une loi de persécution et de confiscation envers l'Eglise catholique.

A quoi tiendrait cette divergence de lecture ?

Ça tient à l'émergence de nos deux nations et à la tournure prise par nos deux révolutions. Le sécularisme à l'américaine s'est construit sur l'idée de protéger la liberté religieuse ; la laïcité française, elle, s'est construite pour protéger la liberté de l'emprise religieuse. L'Amérique a connu la guerre des deux Bibles, nous avons connu la guerre des deux France, entre cléricaux et républicains. Et je trouve qu'il y a un intérêt à

ce que ces deux nations gardent leurs spécificités. D'où ma vigilance quand des intellectuels et des activistes essaient d'américaniser la laïcité française et de l'ouvrir aux revendications intégristes, particulièrement dans une période où le radicalisme religieux est aussi vif et menaçant.

Vous êtes extrêmement dure envers Jean Baubérot, qui a occupé la première chaire d'histoire et sociologie de la laïcité en France. Vous l'accusez de prôner une «laïcité ouverte», à l'anglo-saxonne ou à la canadienne, et en faites le symbole du «renoncement en modernité» d'une certaine gauche démocrate. Pourtant, cet universitaire de renom, dans une tribune du 13 mai 2011 dans «Libération» titrée «En finir avec la laïcité ouverte», écrivait : «S'il s'agit de penser que la laïcité doit être essentiellement ouverte aux religions, qu'elle se confond avec la seule liberté religieuse, alors résolument non.»

Dans mon livre, j'explique que Jean Baubérot parlait de «laïcité ouverte», jusqu'à ce qu'Henri Peña-Ruiz et d'autres se révoltent contre cet ajout d'un adjectif. Depuis, il parle en effet de «laïcité d'inclusion», mais le projet reste le même : importer le modèle canadien des «accommodements raisonnables», qui est en crise et défait l'égalité.

Le problème n'est pas le multiculturel, qui est un enrichissement, mais la montée du radicalisme religieux, qui menace le vivre-ensemble. Si on cède aux dérogations au nom du religieux, qui finissent souvent par être des passe-droits pour le sexisme, on détruit tout notre modèle de laïcité.

Mais Jean Baubérot va plus loin. Il est à l'origine d'une école de pensée sociologique qui nous explique depuis trente ans combien la montée de l'intégrisme est exagérée et combien le danger vient, en fait, du «fondamentalisme» laïque ou du «laïcisme».

C'est un détournement du vocabulaire très grave dans la bouche de chercheurs. C'est ici que se situe pour moi la ligne de fracture entre laïques vigilants républicains et idiots utiles du fanatisme, si loin de l'esprit des pères fondateurs de la séparation.

Ferdinand Buisson et Aristide Briand prônaient certes une séparation équilibrée au niveau de la loi, mais ils l'adossaient à une philosophie de combat, extrêmement vigilante envers les revendications du cléricisme, l'intégrisme d'alors.

Mais aujourd'hui nous ne vivons pas cela, nous ne cédon pas de dérogations. Nous avons en revanche une minorité qui a le sentiment d'être victime de privations, par des lois qui visent avant tout l'islam.

Il faut absolument lever ce malentendu, qui est une machine à fabriquer de la haine et de la division dans ce pays. Maintenant que l'école laïque a été sanctuarisée et que les lois nécessaires ont été votées, il faut avoir la patience et la générosité de les expliquer et les réexpliquer. Convaincre cette jeunesse persuadée d'être mal aimée que la laïcité est aussi là pour la protéger et la traiter à égalité.

La tâche est immense. Comment s'y prendre ?

D'abord en déconstruisant la propagande visant à faire de la France un pays qui pratique le racisme d'Etat, car c'est un mensonge. Mettre fin aux incohérences et aux exceptions de la laïcité, comme le financement public des écoles privées ou le statut de l'Alsace-Moselle, pourrait y contribuer. En veillant, ensuite, à ce que cette présidentielle ne tourne pas au concours des propositions les plus folles pour se faire élire au détriment de l'état psychique de ce pays. Mon souci est à la fois de remettre en perspective le chemin qui nous a amenés à cette séparation et d'éviter à tout prix qu'on n'utilise la laïcité à tort et à travers, à géométrie variable, pour s'en servir comme d'un instrument uniquement normatif, de persécution, d'interdiction...

Depuis la conversion soudaine de Marine Le Pen à la laïcité et depuis que des groupes auxquels je me suis opposée dès leur création, comme Riposte laïque, utilisent ce beau mot pour mener une croisade identitaire, on assiste à des retournements inouïs. Les descendants de la droite cléricale la plus intransigeante, celle à qui la loi de 1905 a dû être arrachée, essaient de nous expliquer qu'ils en sont les héritiers et qu'elle ne s'applique qu'aux musulmans. C'est une trahison absolue de tout ce que représente la séparation. Il faut y résister.



Illustration : David Lanaspas pour "L'OBS"

Aujourd'hui la gauche laïque, la gauche «Charlie», qui n'a pas eu peur pendant toutes ces années de faire bouclier contre tous les intégrismes, doit dire stop. Stop quand Nicolas Sarkozy prétend défendre le modèle républicain français laïque alors qu'il n'a fait que l'attaquer et qu'il est sans doute l'un des plus anti-laïques de nos candidats à cette élection.

Stop quand Marine Le Pen prétend ramasser le drapeau de la laïcité que la gauche n'a absolument pas abandonné, en tout cas pas toute la gauche. Et stop à ces dérives normatives et liberticides qui consistent à vouloir interdire partout tout ce qui nous déplaît au nom de la laïcité. C'est pourquoi je demande une pause législative. La solution à tous nos problèmes n'est pas un énième débat sur l'interdiction du voile.

Cette proposition peut surprendre de votre part. Cet été, vous vous étiez également prononcée contre les arrêtés anti-burkini. Pourquoi ?

Ce qui me surprend, c'est qu'on soit surpris. Je défends cette lecture, vigilante mais équilibrée, depuis des années. La plage n'est pas l'école laïque. Si je peux tout à fait être attristée en tant que féministe de cette mode, en tant que laïque je ne suis pas pour interdire toute opinion contraire à la mienne.

Je combattrai le burkini en tant que féministe, par des arguments, en refusant cette banalisation, ce relativisme, mais pas en l'interdisant. Quel cadeau on a fait à la propagande intégriste ! On sortait d'un attentat terrible et finalement on a débattu de quoi ? Du fait que la France était un pays oppresseur...

Cela fait aussi plusieurs années que je me dis contre l'interdiction du voile à l'université, où les opinions politiques ont le droit de s'exprimer – le voile étant pour moi une opinion politique.

On devrait en revanche surveiller le prosélytisme agressif de la part d'étudiants qui privatisent des locaux destinés au périscolaire pour en faire des lieux de prière.

On l'a vu à Saint-Denis. J'ai aussi pris position très tôt pour autoriser les accompagnantes scolaires voilées. Les sorties scolaires sont un pont entre l'école et les familles.

Il est très violent d'expliquer à un enfant que sa mère ne pourra pas y participer parce qu'elle est voilée, alors qu'il s'agit d'une adulte qui a fait son choix.

J'ai également prôné qu'on n'humilie pas inutilement des élèves dans les cantines scolaires en les obligeant à manger du porc ou à l'inverse en confessionnalisant les menus. La solution, nous la connaissons : des self-services ou le choix entre menus végétariens et non végétariens. Sur tous les sujets qui nous occupent, il existe un moyen subtil, universaliste, de répondre à une revendication particulariste. Ça demande juste un peu d'intelligence et de bonne volonté. La laïcité n'est pas un glaive, c'est un bouclier qui nous protège tous. Et, dans une période traversée par la peur, elle est notre meilleure chance d'éviter ces deux gouffres que sont l'intégrisme et le racisme.

Qu'est-ce qui vous inquiète le plus, la montée du racisme ou la montée de l'intégrisme ?

Les deux montent ensemble, donc je suis inquiète des deux.

Mais quelle est votre priorité ?

Il y a des gens qui pensent qu'ils vont faire baisser le racisme en minimisant le danger intégriste. Je pense l'inverse : qu'on fera baisser le racisme en faisant face ensemble à l'intégrisme. Donc ma priorité est là. Si, après chaque attentat, on répète : «C'est la faute à la société, c'est la faute à la France, c'est la faute à l'islamophobie», on fera progresser le racisme. Ce discours fait davantage monter le Front national que les attentats eux-mêmes. Il y a trois voies qui s'expriment dans cette période troublée : le retour haineux à l'identité ; la voie du déni ; et, au milieu, la voie qui s'appelle «défendre la laïcité». Juste, égalitaire et vigilante. C'est la voie que j'ai choisie.

Sur les arrêtés anti-burkini, par exemple, comme sur le financement étranger des mosquées dont vous écrivez qu'il ne serait pas tenable de les interdire sauf à le faire pour tous les cultes, vos avis sont très souvent contradictoires avec ceux du Premier ministre. Vous ne cessez malgré cela de lancer des fleurs à Manuel Valls. Pourquoi ?

C'est vous dire qu'en termes d'espoir de voir un homme politique réellement et entièrement cohérent en matière de laïcité, il y a encore du chemin ! Mais je vais vous répondre, parce que ce sont des fleurs qui me coûtent.

J'ai souvent eu l'occasion de débattre avec Manuel Valls, notamment lorsqu'il n'était pas encore Premier ministre mais simplement maire d'Evry, et j'ai eu le sentiment qu'il était celui qui

était le plus à l'écoute des associations laïques et qui cherchait le plus à se renseigner sur ces sujets. A mes yeux, il faut partie des hommes politiques, avec Jean-Luc Mélenchon et Christiane Taubira aussi, qui ont le plus de culture sur la laïcité.

En l'occurrence, Manuel Valls a la même déformation que tous ceux qui ont été ministres de l'Intérieur. Il veut faire primer l'aspect sécuritaire et donc cherche tous les leviers à sa disposition pour agir. Cela le conduit en effet à se demander s'il ne vaudrait pas mieux financer les mosquées avec de l'argent public pour mieux les contrôler et interdire les financements étrangers.

Cela serait à mon sens totalement contre-productif. Il a lancé des ballons d'essai sur ces points, mais quand des voix se sont élevées pour s'y opposer, jusqu'à présent, il en a tenu compte. C'est pour cela que je n'ai pas envie de tomber dans le relativisme en disant que tous les hommes politiques se valent sur la laïcité. Non, ce n'est pas vrai, il y en a certains qui pensent qu'il s'agit d'un sujet majeur et ont un certain niveau de finesse dans leurs réflexions, que je sois d'accord avec eux ou pas sur leur stratégie politique et leurs conclusions. Cela ne m'empêche pas de garder ma capacité à dire mes désaccords.

Pourquoi avez-vous refusé de signer le manifeste du Printemps républicain, qui s'est constitué en mars dernier et dans lequel on retrouve nombre de vos amis, tels que la philosophe Elisabeth Badinter?

Parce que je tiens à la singularité de mon expression. Je trouve très bien que le Printemps républicain existe, il est essentiel de faire front contre les propagandes intégristes, mais si je m'étais mise dans un collectif, par définition, tous ces réglages particuliers que j'ai tant de mal à faire comprendre et que j'essaie de faire surnager auraient été noyés dans un ensemble.

La présence dans ce collectif de la fondatrice du site et du mensuel «Causeur», Elisabeth Lévy, est-elle un problème pour vous ?

C'est peut-être pour cela que vous ne m'y trouvez pas. Encore une fois, je comprends l'envie de se rassembler, mais il ne faut pas le faire au détriment de nuances qui sont parfois plus que des nuances, qui sont vraiment des options différentes. La ligne de «Causeur» n'est en rien la mienne, en réalité. Nous avons parfois le même souci de lutter contre l'antisémitisme, le même épuisement et la même rage que peuvent susciter certains discours, mais nous ne défendons pas la

même chose.

Propos recueillis par Marie Lemonnier



Marie Lemonnier
Journaliste

nouvelobs.com

III) Présidentielle : l'appel au rassemblement de Manuel Valls fait un flop



Manuel Valls lors de son discours à l'une "université de l'engagement" du PS, samedi 22 octobre (WITT/SIPA)

Alors que le Premier ministre agite le spectre d'une élection de la droite dans des habits présidentiels, les candidats à la primaire PS taclent son manque d'idées et son bilan.

L'Obs avec AFP

Manuel Valls, futur candidat de la gauche pour l'élection présidentielle ? Le Premier ministre s'est en tout cas senti pousser des ailes après le sondage Odoxa qui le présente comme le mieux positionné pour 2017 auprès des sympathisants PS (si François Hollande renonce). Si bien qu'il a lancé un appel au rassemblement de la gauche samedi 22 octobre, lors d'une "université de l'engagement" du PS :

"Rien n'est acquis. C'est même le contraire, soyons lucides, qui nous est promis", a jugé Manuel Valls, appelant à "réagir maintenant pour ne pas mourir demain, pour ne pas vivre avec la honte de la défaite et de l'humiliation. Je demande à Arnaud [Montebourg], Emmanuel [Macron],

Benoît [Hamon], Aurélie [Filippetti] : qu'est-ce qui nous sépare ?"

Reste que cet appel a été plutôt mal reçu par les anciens ministres PS devenus frondeurs.

"Embrassons-nous Folleville"

"Je suis candidat à l'élection présidentielle. Je ne suis pas là pour me rallier à qui que ce soit avant que le premier tour des primaires ait lieu", a réagi dimanche Benoît Hamon, candidat déclaré à primaire de janvier, interrogé sur C8. Avant d'ajouter :

"Au secours la droite revient', ça suffit pas."

Même constat du côté d'Aurélie Filippetti, ancienne ministre de la Culture et compagne d'Arnaud Montebourg, lui aussi candidat. Interrogée sur France Bleu Lorraine, elle tacle : "Le rassemblement, bien sûr, mais sur quel projet, derrière quelle idée, quelle vision de la politique économique, quelle analyse de l'échec de ce quinquennat ?"

"C'est ça qu'il faut faire, et pas seulement faire des déclarations en cherchant à culpabiliser telle ou telle personne qui ont pris leurs distances pour des raisons bien précises", a-t-elle ajouté.

"C'est quand la maison brûle qu'on veut rassembler la famille ? derrière qui ? Quel contenu ? Loi travail ou fin de l'austérité ?" a insisté François Kalfon, directeur de campagne d'Arnaud Montebourg, sur Twitter. Avant d'appeler à "une primaire sincère qui permettra le rassemblement, pas une opération de com' sur le mode 'embrassons-nous Folleville'".



François Kalfon @francoiskalfon
#appel #Valls: c'est quand la maison brûle qu'on veut rassembler la famille, derrière qui ?quel contenu? loi travail ou fin de l'austérité

"Tout le monde se prend pour le Messie"

Ce discours a néanmoins trouvé un fervent soutien chez le député socialiste Malek Boutih. "La grande maladie de la gauche en ce moment c'est que tout le monde se prend pour le Messie et le Sauveur", a-t-il déploré sur BFMTV. "Je suis obligé de faire un constat : [Manuel Valls] est le seul homme d'Etat potentiel chez nous, le seul en capacité."

Manuel Valls prend toujours bien garde de ne pas déclarer ses intentions, multipliant les appels à la "loyauté", toujours soucieux d'attendre que

François Hollande dise si oui ou non il entend briguer un nouveau mandat, avant d'éventuellement se lancer lui-même.

François Hollande, en dépit d'une cote d'impopolarité frisant les records et du désarroi qu'il a provoqué dans son camp après la publication de ses confidences recueillies dans le livre "Un président ne devrait pas dire ça", n'est pas totalement abandonné. Le conseiller régional socialiste d'Île-de-France Julien Dray dit "espérer" qu'il se présente, au nom de l'unité de la gauche, et parce que les difficultés actuelles "lui donnent envie d'aller au combat, de se battre, parce que toute sa vie c'est la politique, le bien, l'intérêt général".

Fustigeant les dirigeants de la gauche "qui manquent de nerfs et qui ne sont pas à la hauteur des défis, tous ceux qui sont en panique absolue", Julien Dray s'est désolé, sur Radio J, de voir que "nous sommes au bord du précipice et certains voudraient faire un grand pas en avant" - ce qui pourrait selon lui marginaliser la gauche de gouvernement "pour une génération".

(Avec AFP)

nouvelobs.com

IV) «Avec Corbyn, nous sommes à un moment crucial de notre histoire»

Par Jade Lindgaard et stéphane alliès

À 80 ans, Ken Loach reste un infatigable militant de la cause anticapitaliste. À l'occasion de son dernier film, Moi, Daniel Blake, entretien politique avec le cinéaste, qui donne sa lecture du Brexit et dresse le bilan de la première année de Jeremy Corbyn à la tête du Labour.

Le cinéma de Ken Loach divise, y compris les cinéphiles penchant à gauche. Beaucoup lui reprochent, pour ce qui concerne ses films sur la Grande-Bretagne contemporaine, son idéalisation de la classe ouvrière, quitte à la filmer sans

nuance ni complexité, de façon lacrymale ou empesée, ne rechignant jamais à certaines facilités scénaristiques pour la mettre en scène, voire même son refus politique de l'art (lire l'article d'Emmanuel Burdeau). On ne touche pas aux « working class heroes » du quotidien, où tout n'est le plus souvent qu'altruisme et solidarité, rarement de comportements coupables ou de divisions, et où l'esthétique cinématographique et les effets de mise en scène n'auraient pas leur place...

Il en va ainsi de *Moi, Daniel Blake* en 2016 comme il en allait, dans les années 1990, de *Riff-Raff* à *Navigators* en passant par *Ladybird*, *Raining Stones*, *My Name is Joe* ou *Sweet Sixteen*, et même du plus récent et footballistique *Looking for Eric*. Chaque fois, les mêmes vies de travailleurs britanniques délabrées par le néolibéralisme thatcherien, les mêmes conséquences humaines dramatiques causées par le démantèlement absurde des services publics et de la marchandisation du monde occidental.

https://youtu.be/_c86Gwsb5LY

Dans un documentaire réalisé il y a trois ans pour la BBC, « L'esprit de 45 », Ken Loach apporte pourtant la clé de lecture de son approche empathique de la condition ouvrière. Elle est celle de la nostalgie de ceux qui ont connu l'État-providence anglais au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Une époque où le premier ministre travailliste Clement Attlee, vainqueur d'un Churchill aussi vieillissant qu'il se pensait imbattable, n'hésitait pas, après avoir remercié la reine, à parler de « socialisme » et de « contrôle démocratique de l'économie ». Et où les nationalisations de secteurs entiers de production étaient décrétées année après année (sécurité sociale, eau, mines, docks, trains, etc.), rendant leur dignité à des classes sociales qui n'avaient jusqu'alors connu que la misère.

C'est cet horizon perdu et cette mémoire disparue, tous deux balayés par les années Thatcher puis Blair, que Loach tente de faire vivre et revivre, alors même qu'il assiste lui-même à un événement qu'il ne pensait plus voir s'animer que dans ses films : celui d'un parti travailliste ayant remis la barre à gauche, et épousant ses vues sous l'égide de Jeremy Corbyn. C'est surtout de cela que nous avons voulu parler avec le détenteur de la Palme d'or de 2016. Car la sincérité de son engagement ne souffre, elle, d'aucune controverse esthétique.



Ken Loach, au cinéma du Panthéon, à Paris, le 13 octobre 2016. © Jade Lindgaard

Votre film *Moi, Daniel Blake* raconte l'histoire d'un chômeur aux prises avec l'inhumanité des job centers, les agences de recherche d'emploi en Grande-Bretagne. La souffrance sociale causée par le chômage est-elle selon vous la principale raison du vote en faveur du Brexit ?

Ken Loach : C'est l'une des raisons. Mais les électeurs de droite représentent les deux tiers du vote pour le Brexit. Seuls un tiers des tenants de la sortie de l'Europe étaient des électeurs travaillistes ou de la classe ouvrière. On est en train de créer le mythe que ce sont les électeurs de la classe ouvrière qui ont voté pour le Brexit. Mais c'est faux. Le vote pour le Brexit est au contraire le produit de la propagande conservatrice, petit-bourgeoise, autour de deux arguments.

D'abord, l'indépendance politique, mais ce mythe de l'indépendance est mensonger. C'est un fantasme, comme le prouve le fait que les mêmes se disent prêts à signer l'accord de libre-échange transatlantique qui donnerait le droit aux entreprises de poursuivre les gouvernements en justice pour leur politique. Les multinationales ont plus de pouvoir que les gouvernements.

L'autre argument déployé pour le Brexit était clairement anti-immigrés. C'est une tactique classique de la droite que de trouver des boucs émissaires.

C'est toujours la faute des immigrés ou des personnes plus pauvres que vous. Quelqu'un touche un petit peu plus d'argent qu'il ne devrait, et ce serait la cause de vos problèmes... Alors qu'en fait la source du problème, c'est l'économie de marché.

Comment expliquez-vous que la campagne du "Non de gauche", le "Lexit", ait été inaudible, là où elle a été dominante lors du référendum européen français en 2005 ?

Elle a été passée sous silence par les médias, alors que la campagne de droite a été médiatisée dans la presse populaire et la télé ! Aucun de ses animateurs n'a été invité à la télévision pour expliquer sa position. Les journaux n'ont pas écrit d'articles à ce sujet, à part un peu le Morning Star, un vieux journal communiste. Cette campagne a été exclue du débat. J'ai voté pour rester en Europe, en signe de solidarité avec Podemos et la gauche de Syriza, mais je comprends ceux qui ont voté pour une sortie de gauche.

La campagne sur le Brexit a soulevé une question tactique : le projet de l'Union européenne est néolibéral, faisant passer les intérêts des multinationales avant celui des classes populaires : privatisations ou dérégulation. Or on a vu ce qu'ils ont fait en Grèce, et combien cet esprit néolibéral s'est forgé dans les traités de l'Union européenne : les États doivent avoir des lignes économiques qui encouragent la concurrence et le marché. Mais le "tout marché" est ce qui est en train de nous détruire.

Donc la gauche s'oppose au projet économique de l'UE, mais a aussi voulu montrer sa solidarité avec les autres communautés de la classe ouvrière ailleurs en Europe. Pour les partisans du Lexit, il faut quitter l'UE pour en déstabiliser le projet économique, alors que d'autres à gauche disent "Non, il faut rester pour le combattre ensemble de l'intérieur". C'est une question tactique. Mais cet argument n'a pas été entendu pendant la campagne par défaut de médiatisation.

UKIP est-il devenu le principal parti de la classe ouvrière ?

Une bonne partie de leurs soutiens appartient à la classe ouvrière, car ils ont appliqué la vieille tactique de monter les uns contre les autres et d'instrumentaliser le sentiment d'aliénation que beaucoup connaissent : les industries sont parties et rien n'est venu les remplacer. Ils se sentent abandonnés, mis en concurrence avec la main-d'œuvre immigrée bon marché. Et c'est vrai que le marché du travail n'est pas favorable à la classe ouvrière.

Encore une fois le rôle de l'Union européenne est central : un travailleur peut être déplacé d'un pays de l'Union à un autre et venir travailler à des conditions qui fragilisent les accords collectifs de ce pays. Cela revient à mettre en concurrence déloyale les travailleurs les uns contre les autres. Ça ne peut pas être bon pour nous. C'est bon pour

les employeurs. Les gens se sentent dépossédés et acceptent la réponse facile que leur propose l'extrême droite.

Theresa May semble vouloir en finir avec le thatchérisme. N'est-ce pas une forme de victoire à vos yeux ?

C'est de la propagande ! Elle est absolument fidèle au projet thatchérien. Elle est au centre de ce projet. La base de la vision de Thatcher, c'est une inversion de la vision marxiste : pour restaurer le profit du capitalisme britannique, il faut battre la classe ouvrière. Donc affaiblir les syndicats, profiter du chômage de masse pour discipliner les travailleurs, provoquer des défaites symboliques.

Le gouvernement de Thatcher a provoqué des grèves sachant qu'il gagnerait, et que les dirigeants des syndicats et du parti travailliste ne soutiendraient pas les grévistes. Que tacitement, ils soutiendraient le gouvernement de Thatcher en refusant d'organiser les travailleurs. Il y a eu une collusion entre eux, pas assumée, pas verbalisée. Ils ont compris que le défaut fatal de la social-démocratie est que le patron doit faire du profit avant que tu ne puisses défendre ton boulot, ou bénéficier d'un service public. C'est sur cette base que Thatcher a réduit le pouvoir des organisations de la classe ouvrière.

Theresa May comme Tony Blair sont par essence des combattants de leurs classes, celle des dirigeants. Ils feront tout ce qu'il faudra pour bien traiter les grandes entreprises, et protéger leur base politique. Comme le parti conservateur est très à droite, pour maintenir son leadership, Theresa May doit mener une politique antisyndicale. Sinon, elle perdra son pouvoir. Elle parle de « conservatisme compassionnel », mais le conservatisme représente le capital. Et la logique économique ne peut que le priver de toute capacité de compassion.

https://youtu.be/_Iz3BsVFYok

Comment jugez-vous l'arrivée de Jeremy Corbyn à la tête du parti travailliste : est-ce le retour de la vieille garde du Old Labour, ou la naissance d'un nouveau New Labour ?

Ah, ce n'est pas encore clair. Corbyn a pris la tête du parti travailliste à cause d'une erreur tactique de la droite du parti : ils devaient faire élire leur nouveau dirigeant et ont autorisé ce "vieux

gauchiste” à candidater pour créer une impression de vote démocratique. Et à la surprise générale, la grande majorité du parti a voté pour lui. Les dirigeants du parti étaient complètement déphasés par rapport à leurs membres et à l’humeur politique du pays.

Corbyn a pris le pouvoir et, depuis, ils font tout ce qu’ils peuvent pour saboter son action. Les parlementaires et les dirigeants du parti lui sont hostiles. Il doit travailler en dehors de l’appareil et passe beaucoup de temps à couvrir ses arrières. Ils lui répètent qu’il n’est pas éligible, dans l’espoir qu’il finira par les croire. Mais entre-temps, 400 000 personnes ont rejoint le parti. Ils sont devenus le plus gros parti de gauche en Europe !

La raison pour laquelle les “blairistes” le craignent, c’est que, s’il était élu premier ministre, il pourrait significativement réduire le pouvoir du capitalisme, alors que celui-ci a besoin de s’étendre pour survivre. Or Corbyn, lui, dit non, parle d’assurance maladie, de réappropriation du gaz, de l’électricité, de l’eau, d’investissements publics dans les énergies vertes. C’est pour cela que les politiques représentant le capital essaient de l’éliminer à tout prix.

Jusqu’où le parti travailliste pourra-t-il aller sous Corbyn ? C’est une question. Plus il y aura de mobilisations sociales pour le soutenir, plus les syndicats seront forts, plus il pourra aller loin. Le plus dur pour lui sera de se faire élire premier ministre. Aucun média ne le soutiendra. Une étude d’opinion de la Media reform coalition a testé les idées de Jeremy Corbyn, sans dire qu’elles étaient de lui : elles recueillent un soutien massif. Mais quand ils ont demandé aux personnes interrogées si elles soutiennent Corbyn, les mêmes ont répondu non. Ça montre l’efficacité de la propagande à son encontre.

Corbyn est de votre génération...

Il est beaucoup plus jeune, il a 67 ans ! Je serais heureux d’avoir 67 ans...

Vous avez tous deux connu cet « esprit de 45 », que vous avez documenté dans un film faisant l’éloge des militants qui ont bâti l’État-providence après la Seconde Guerre mondiale. La transmission de cette mémoire aux plus jeunes générations est-elle un enjeu décisif ?

Bien sûr. Les médias de masse considèrent que c’est un épisode historique suranné. Pour eux, l’état actuel du capitalisme est un progrès. C’est

la fameuse expression : « Il n’y a pas d’alternative. » C’est une idée conservatrice établie depuis longtemps, qui remonte à Edmund Burke : le marché et le développement du capitalisme, ce serait la loi de Dieu. Ce serait faire acte d’apostasie de ne pas y croire. Cette idée est transmise de génération en génération. C’est une propagande très efficace.

Mais si l’idée même de capitalisme est très forte, sa mise en pratique est très faible. En réalité, il s’effondre un peu partout. Il a besoin de consommateurs, mais pas de travailleurs en Occident, où le chômage de masse et la grande précarité se sont installés. Le capitalisme a besoin de consommateurs, et l’État dit qu’il ne peut pas les payer pour être des consommateurs.

Le capitalisme est pris dans ses contradictions. Les capitalistes détruisent la planète sur laquelle ils vivent. Ils détruisent les ressources naturelles. Le gouvernement britannique est favorable à la fracturation hydraulique parce que les entreprises veulent en faire pour gagner de l’argent. Mais nos lieux de vie vont s’effondrer à cause de ça ! C’est effrayant. Et pourtant ils continuent.

Vous êtes une des voix fortes de la gauche en Europe et pourtant on ne vous entend pas parler du dérèglement climatique et des enjeux écologiques. Ces sujets comptent-ils à vos yeux ?

Je n’ai pas fait de film là-dessus car il faut entretenir des liens forts avec un sujet pour y parvenir. Il faut entretenir un rapport de cinéma au sujet. Mais le dérèglement climatique, c’est évidemment un sujet primordial. Quand j’étais enfant, ou quand le Manifeste du parti communiste a été écrit, l’idée d’une limite temporelle à l’action humaine n’existait pas. On pensait que le temps s’écoulerait à l’infini, que la classe ouvrière aurait le temps de s’organiser et de gagner le changement qu’elle souhaite. Aujourd’hui, ce n’est plus du tout le cas.

Autrefois, on parlait de « socialisme ou barbarie ». Mais maintenant c’est « socialisme ou survie » ! Le capitalisme ne peut pas s’arrêter. Il est mu par ses propres impératifs. Si une entreprise se conduit de manière responsable, une autre va l’attaquer et en prendre le contrôle car elle fera plus de profit. Les prédécesseurs de Corbyn à la tête du parti travailliste parlaient de « capitalisme responsable ». Mais ça ne peut pas exister, ce sont deux termes antinomiques.

Alors, quel est l’antidote ? Le socialisme ?

C'est la même chose. Le principe du socialisme, c'est la planification. Vous ne pouvez pas planifier ce qui ne vous appartient pas. Donc vous devez posséder des moyens de production et d'échange. Il vous faut les outils pour investir, tout le monde doit pouvoir faire une contribution, et le pouvoir doit appartenir au peuple. Donc bien sûr que l'économie planifiée prendra soin de l'environnement.

Comment allons-nous survivre ? Comment préservons-nous les ressources naturelles ? C'est évident. La vraie question, c'est : « Comment y arriver ? » Les gens se battent pour des combats qui les concernent directement. Il y a tous les jours des campagnes pour sauver un hôpital local ou une salle d'urgence. Les gens se battent, car ils



À gauche, Daniel Blake (Dave Johns) devant son « installation artistique »

Votre personnage Daniel Blake prend la parole en écrivant son nom sur un mur en signe de protestation contre la brutalité du système qui le broie. Représente-t-il un état d'esprit que vous sentez actuellement émerger en Grande-Bretagne ?

L'esprit est là. Les gens savent qu'on leur ment. C'est le rôle de la gauche de montrer comment les gens se font avoir. Ce n'est pas la faute de l'ouvrier polonais qui a dû quitter son foyer pour nourrir sa famille. Lui aussi est une victime du système. Il faut juste continuer à écouter les leçons de l'Histoire. Elles ne sont pas si dures à comprendre. On ne peut pas agir dans un seul pays. Il faut écologiser l'économie dans toute l'Europe et le monde. Il faut que le travailleur polonais gagne suffisamment bien sa vie chez lui pour ne pas être obligé de partir. Ce n'est pas la peine d'être un grand intellectuel pour comprendre ça. C'est assez clair.

Mais c'est un clivage politique aujourd'hui dans nos sociétés.

Oui. Nous sommes à un moment crucial de notre histoire politique, avec Jeremy Corbyn. Une énorme pression pèse sur ses épaules. Et cela ne fera qu'empirer. Regardez ce qui est arrivé à Allende. Ils ont entretenu le mécontentement, l'extrême droite. S'il arrive au pouvoir, quelqu'un interviendra quelque part en secret. Il y aura des syndicats de droite. S'il est sérieux, ils seront sérieux.

Ce serait un bon sujet de film ?

On a tourné quelques scènes de Corbyn parlant avec des militants. Ce n'est pas un film, ce sont juste deux séquences tournées, mais ça donne une idée de qui il est. Quand ils sont en réunion, la plupart des hommes politiques sont ceux qui parlent à la tribune. Lui ne fait pas ça du tout. Il écoute. Il est assis et il écoute. Et il ne prend la parole que lorsque quelqu'un lui demande ce qu'il pense.

Il est différent. C'est pour ça que les gens l'aiment et sont si nombreux à ses réunions publiques. En ce sens, il est moderne. Alors que ceux qui sont soutenus par le Guardian n'auraient même pas pu remplir leur salon avec leurs soutiens. C'est le premier dirigeant du parti travailliste qui ait participé à un piquet de grève en tant que dirigeant. En général, ils le font lors de leur ascension et arrêtent une fois qu'ils sont arrivés. Lui l'a fait, avec les ouvriers de la métallurgie. Les gens n'avaient jamais vu ça avant.

mediapart.fr

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

